

# Sensibilité à l'environnement, action publique et fiscalité environnementale : l'opinion des Français en 2024



EXPERTISES

Juin  
2024

# REMERCIEMENTS

Anais Rocci (ADEME).  
Patrick Jolivet (ADEME)

## CITATION DE CETTE NOTE DE SYNTHÈSE

ADEME, CREDOC (Hélène Blake), 2024, Sensibilité à l'environnement, action publique et fiscalité environnementale : l'opinion des Français en 2024.

Cette note de synthèse est disponible sur <http://www.librairie.ademe.fr> et <http://www.credoc.fr>

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art. L 122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art. 122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L 122-10 à L 122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

Ce document est diffusé par l'ADEME

ADEME  
20, avenue du Grésillé  
BP 90 406 | 49004 Angers Cedex 01

Numéro de contrat : 2024001564

Étude réalisée pour le compte de l'ADEME par : CREDOC  
Coordination technique - ADEME : Anais Rocci,  
Direction : Direction Exécutive Prospective et Recherche, Service Dynamiques sociales de la transition

## Résumé

Cette note de synthèse présente les résultats des questions insérées par l'ADEME dans le dispositif d'enquête « Conditions de vie et aspirations » du CREDOC. L'enquête a été menée du 20 décembre 2023 au 15 janvier 2024<sup>1</sup>. Des points de comparaison avec les enquêtes précédentes ont été établis et certaines comparaisons longitudinales remontent en historique jusque dans les années 1980/1990.

Malgré une baisse de l'inflation durant l'année 2023, ses effets se ressentent toujours début 2024, se traduisant par un sentiment de vulnérabilité largement partagé au sein de la population. Les Français sont également de plus en plus préoccupés par les problèmes de sécurité, d'immigration et de pauvreté, qui devancent les préoccupations environnementales.

La population est pourtant profondément consciente des enjeux environnementaux, de la responsabilité de l'effet de serre et du facteur humain dans les catastrophes climatiques mais aussi de l'impact de la perte de biodiversité. Ils continuent à soutenir très largement (82 %) une mobilisation de moyens pour lutter contre le réchauffement climatique semblable à ceux déployés pour lutter contre la crise du Covid-19. Ces attentes fortes pour l'environnement s'accompagnent d'un important désir de changement sociétal – 82 % estiment que la société doit se transformer profondément.

Pour autant, les moyens concrets de mobilisation des ressources ne font pas consensus. Le consentement à l'impôt reste fragile, malgré une forte progression par rapport à 2023 : 44 % des Français rejettent *a priori* l'idée d'une hausse de leurs impôts, quel que soit son domaine d'affectation (-9 points par rapport à 2023). Et pour les Français qui ne s'opposent pas à une hausse de leur contribution, l'environnement semble moins prioritaire que la santé, l'éducation et la recherche, ou la vieillesse et les retraites. Dans ce contexte, la fiscalité environnementale ne rencontre qu'un soutien modéré.

De prime abord, seuls 21 % des Français seraient prêts à payer plus de taxes pour financer la défense de l'environnement et 18 % à payer une taxe sur les carburants pour lutter contre le changement climatique. Si on observe un léger rebond de ces taux après la baisse en 2023 (+ 5 points pour la taxe carbone, retrouvant le niveau de 2022), leur niveau reste inférieur à celui observé après la crise des gilets jaunes (21% en 2020).

Toutefois, sous certaines conditions, comme la compensation par d'autres baisses d'impôts, l'affectation intégrale à la transition énergétique, ou la redistribution aux catégories modestes et moyennes, 57 % de la population pourrait se montrer favorable à la hausse de la fiscalité carbone (chiffre stable depuis 2022).

Globalement, ayant majoritairement le sentiment être perdants de la redistribution socio-fiscale (76%), les Français sont en attente de plus de justice sociale et environnementale, en faisant peser la fiscalité sur les ménages et entreprises les moins contraints financièrement.

---

<sup>1</sup> Plus loin dans le texte, pour simplification, cette période sera désignée comme début 2024.

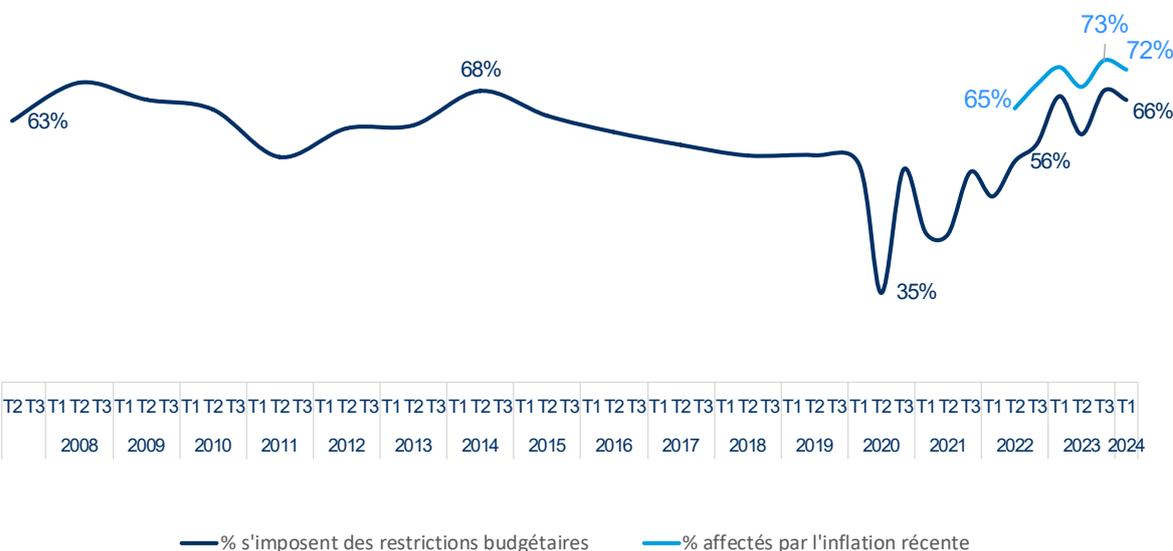
# 1. Un contexte social et économique morose dont l'environnement fait les frais, malgré une conscience forte des enjeux environnementaux

## Un contexte encore marqué par l'inflation

Les années 2022 et 2023 ont été marquées par une forte inflation dont les Français ressentent toujours les effets au début de l'année 2024. En effet, 72 % d'entre eux se disent affectés par l'inflation récente et 66 % déclarent s'imposer régulièrement des restrictions sur des postes de leurs budgets. Ce taux de restriction a largement augmenté au cours des trois dernières années et est désormais comparable à celui de 2014, après la crise financière. Ces restrictions s'observent dans toutes les catégories de la population : elles touchent 82% des plus bas revenus, mais également 45 % des hauts revenus<sup>2</sup>. La morosité économique ambiante se traduit par un fort sentiment de vulnérabilité qui croît depuis 2023, malgré le ralentissement de l'inflation : aujourd'hui, 37 % des Français se sentent vulnérables, dont 49 % des plus bas revenus et 28 % des plus hauts.

L'énergie en particulier semble peser lourd dans le budget des ménages, puisqu'en janvier 2024, 53 % des Français considèrent toujours le chauffage comme une charge lourde, très lourde ou ingérable. Ces problèmes sont particulièrement élevés dans les communes de moins de 20 000 habitants (où 57 % de la population considère le chauffage comme une charge lourde), où les maisons isolées sont plus nombreuses, et auprès des ménages les plus pauvres (chez qui ce chiffre s'élève à 68 %). Durant l'année 2023, 64 % des Français disent avoir dû limiter leur consommation de chauffage et 14 % ont été dans l'incapacité de payer une partie de leurs charges. Les ménages ont également limité leur consommation alimentaire, comme en témoigne la baisse de la consommation alimentaire mesurée par l'INSEE et la hausse de la précarité alimentaire au sein de la population<sup>3</sup>.

Graphique 1 – L'inflation affecte toujours le quotidien de 7 Français sur 10  
Part des Français se déclarant affectés par la hausse des prix ou s'imposant des restrictions budgétaires.



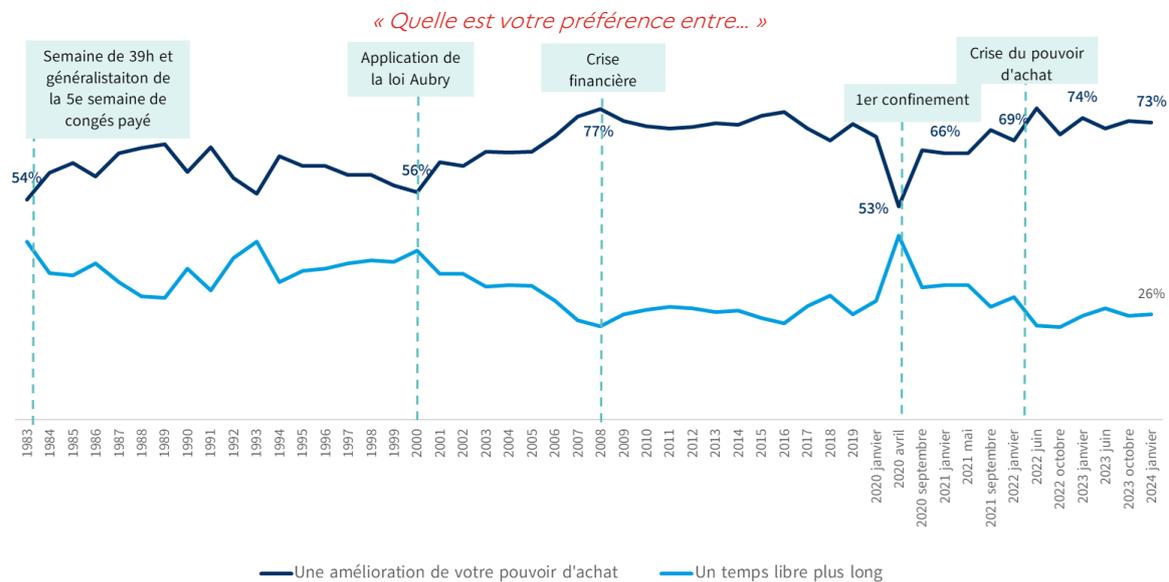
Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français. Questions CREDOC.

<sup>2</sup> Les catégories de revenus sont définies à partir du revenu disponible par personne dans le ménage à partir des déclarations des personnes interrogées. Les ménages à bas revenus touchent moins de 1 400 € par personne et par mois, les classes moyennes inférieures entre 1 400 € et 2 000 €, les classes moyennes supérieures entre 2 000 € et 3 000 €, les ménages à hauts revenus plus de 3 000 €.

<sup>3</sup> Marianne Bléhaut, Mathilde Gressier (CREDOC), « En forte hausse, la précarité alimentaire s'ajoute à d'autres fragilités », mai 2023

Dans un tel contexte, les personnes invitées à choisir entre du temps libre ou du pouvoir d'achat optent très largement (73 %) pour la seconde option, soit une proportion similaire à celle de l'année dernière. Cette stabilité pourrait refléter le maintien d'un sentiment de vulnérabilité économique chez les Français, la baisse de l'inflation ne marquant pas pour eux une fin de crise.

Graphique 2 – La préférence pour le pouvoir d'achat sur le temps libre s'impose dans la durée

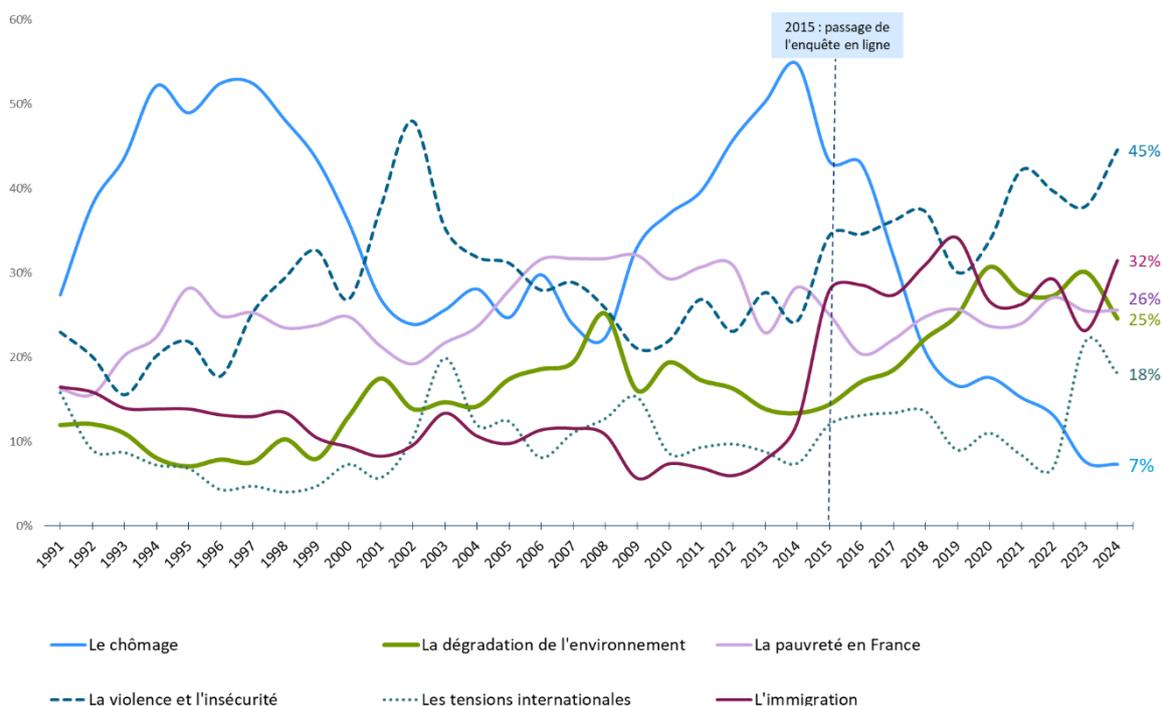


Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français. Question CREDOC.

## La préoccupation pour l'environnement recule par rapport à d'autres sujets

Dans un tel contexte, la dégradation de l'environnement se voit concurrencée par d'autres sujets dans les préoccupations principales des Français. Alors qu'en 2023, la dégradation de l'environnement était en tête des préoccupations de 30 % des Français, elle rassemble 25 % de nos concitoyens début 2023, et se voit concurrencée par l'immigration (32 %, +8 points), en lien avec le contexte des débats sur la loi immigration votée le 26 janvier 2024, et la pauvreté en France (26 %, stable). La violence et l'insécurité dominent toujours clairement les préoccupations de la population : en 2024, 45 % des personnes placent les questions de sécurité dans leurs premières préoccupations, ce qui constitue une forte croissance en un an (+7 points de pourcentage).

Graphique 3 – Les préoccupations environnementales en quatrième position parmi les préoccupations des Français  
Parmi les sujets suivants\*, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ? – cinq premiers sujets choisis parmi une liste de 11



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français. Question CREDOC.

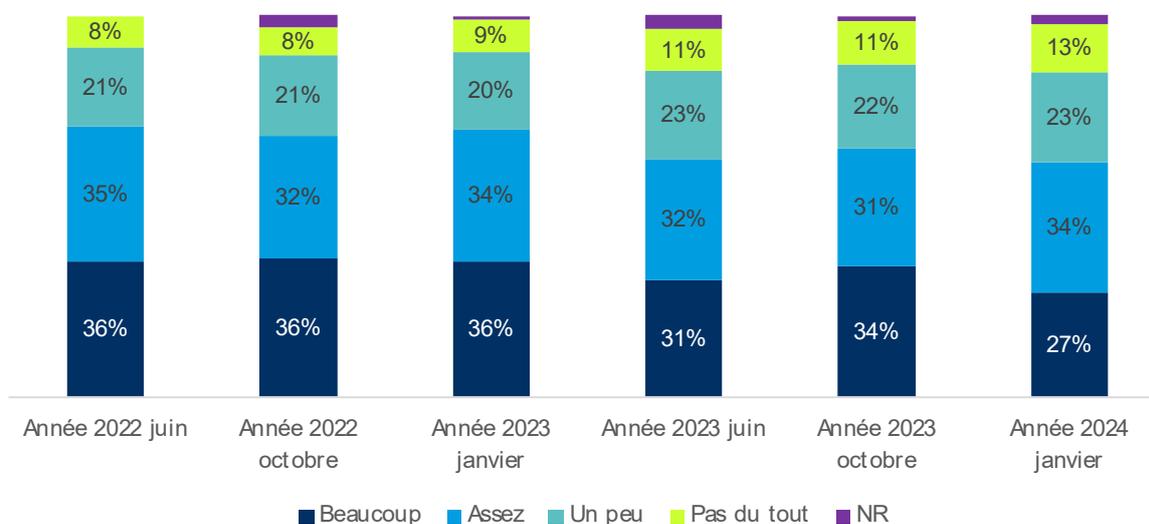
\*Parmi 11 sujets : le chômage, la dégradation de l'environnement, les maladies graves, la pauvreté en France, la pauvreté dans le monde, la drogue, la violence et l'insécurité, les tensions internationales, les conflits sociaux, l'immigration, l'Europe.

Avant 2015, l'enquête Conditions de vie et aspirations du CREDOC était réalisée sur la base d'entretiens en face-à-face. Le passage vers une solution numérique et une enquête en ligne a été initié en 2015 et peut expliquer, en partie, des ruptures de série, notamment la forte hausse des préoccupations sur l'immigration observée cette année-là.<sup>4</sup>

Parallèlement, l'inquiétude des Français concernant les conséquences du changement climatique pour eux-mêmes et leur entourage a nettement fléchi depuis 2023. Alors que 70 % de la population se déclarait inquiète ou très inquiète en janvier 2023, ils ne sont plus que 62 % en 2024 et la part des personnes se déclarant « pas inquiètes du tout » est passé de 8 à 13 %. Cette baisse de l'inquiétude des Français vis-à-vis du risque climatique en un an concerne l'ensemble de la population, bien qu'elle soit plus prononcée chez les ménages des classes moyennes inférieures (60 % en 2024, contre 71 % en janvier 2023), les cadres (67 %, contre 78 % en janvier 2023) et les ouvriers (59 %, contre 70 % en janvier 2023). Cette baisse est également particulièrement forte chez les 25-39 ans (62 %, contre 74 % en janvier 2023) et, dans une moindre mesure, les moins de 25 ans (65 %, contre 74 % début 2023). Elle peut notamment s'interpréter comme une mise à distance de la question climatique après la vive inquiétude causée par la sécheresse et les feux de forêt de l'été 2022, qui ont pu rester à l'esprit des personnes interrogées en janvier 2023.

<sup>4</sup> Pour plus de détails sur la question, voir le document : « Une approche de l'effet du passage sur Internet d'une enquête en population générale », P. Croutte - E. Daudey - S. Hoibian ( Crédoc) et S. Legleye - G. Charrance (Ined), Cahier de recherche N°C323, décembre 2015

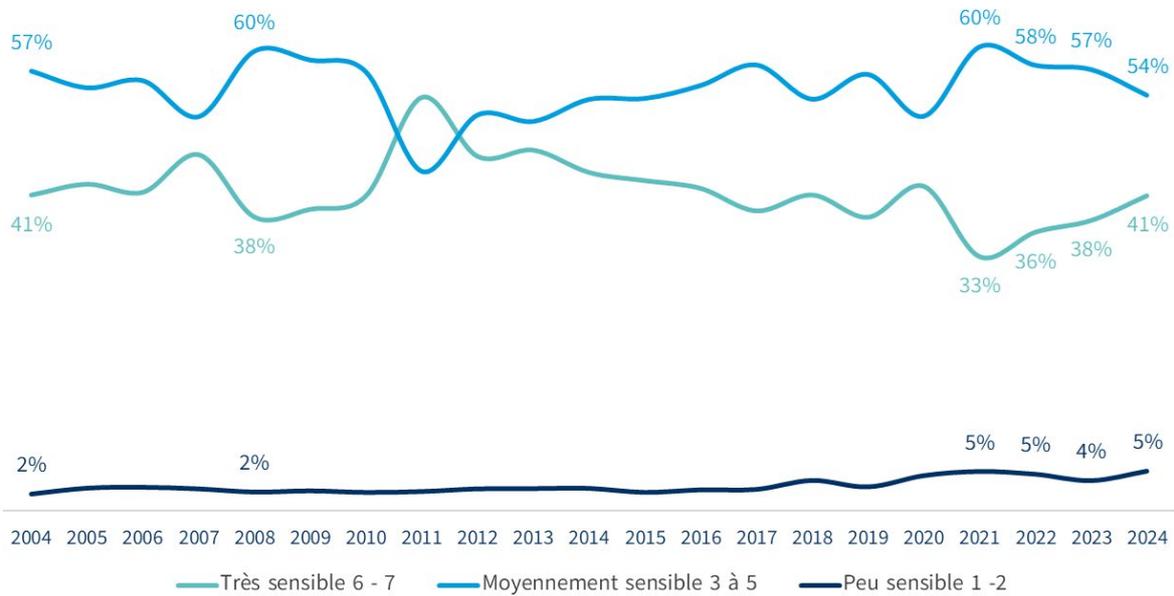
Graphique 4 – Un certain fléchissement de l'inquiétude vis-à-vis du changement climatique  
On éprouve parfois de l'inquiétude, pour soi-même ou pour des proches. Pouvez-vous indiquer si les risques suivants vous inquiètent ? (Changement climatique)



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français. Question CREDOC.

Pour autant, la sensibilité à l'environnement reste élevée et en hausse. La part de la population se déclarant très sensible à l'environnement est de 41% (+ 3 points par rapport à 2023), quand on ne met pas ce sujet en compétition avec d'autres. Après avoir chuté de janvier 2020 à 2021, cette part a augmenté régulièrement d'une année à l'autre pour aujourd'hui retrouver son niveau de 2020. Toutefois, cette sensibilité est loin d'être homogène au sein de la population : si la moitié des cadres et des retraités se déclarent sensibles à l'environnement, c'est le cas de seulement un quart (26 %) des ouvriers et de 4 employés sur 10. De plus, la part de Français se déclarant peu sensibles à l'environnement, bien que très minoritaire, est passé de 2% à 5% en 20 ans.

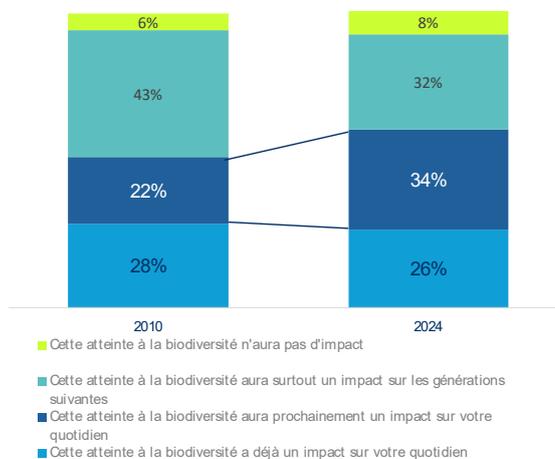
*Graphique 5 – La sensibilité pour l'environnement continue sa croissance  
Chacun peut se sentir plus ou moins concerné par les problèmes d'environnement. Vous-même, pouvez-vous vous classer sur une échelle de sensibilité à l'environnement, de 1 si vous y êtes « totalement insensible » à 7 si vous y êtes « très sensible ». Comment vous classez-vous ? (échelle de 1 à 7)*



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français. Question CREDOC.

La perte de biodiversité fait également l'objet d'une inquiétude croissante au sein de la population. Depuis 2010, la part des personnes considérant qu'elles seront personnellement prochainement affectées par l'atteinte à la biodiversité est passée de 22 % à 34 %. Cette proportion est particulièrement forte chez les moins de 40 ans qui sont près de 4 sur 10 à le penser.

*Graphique 6 – L'inquiétude vis-à-vis de l'atteinte à la biodiversité croit  
Pensez-vous que la diminution ou la disparition de certaines espèces animales, et de certaines plantes, peuvent avoir un impact sur vous personnellement, dans votre vie quotidienne ?*



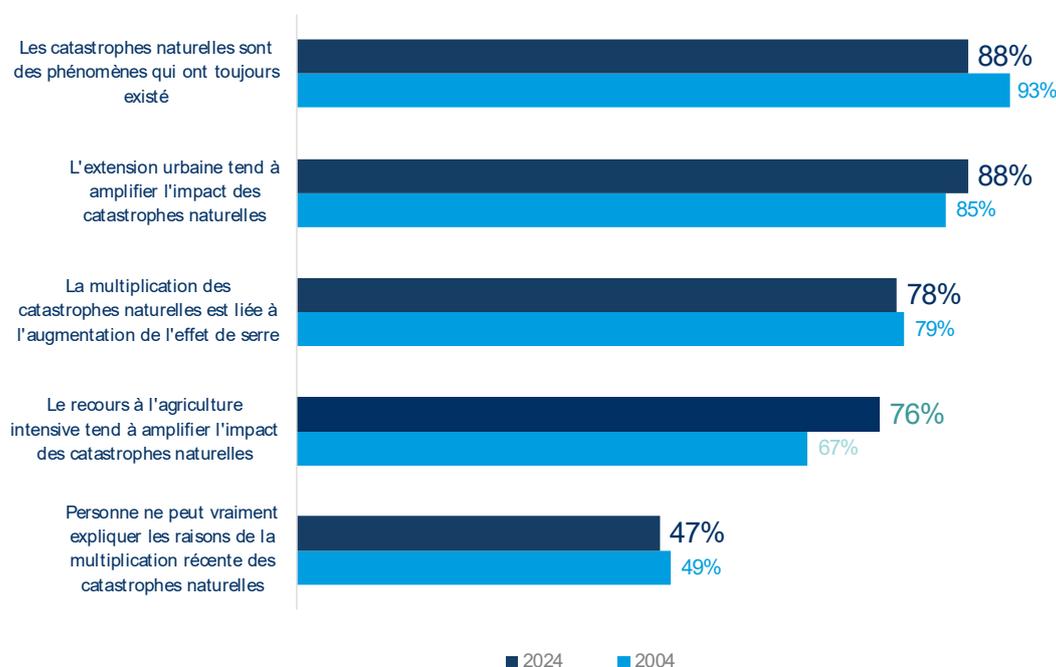
Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français. Question CREDOC.

## Le rôle des activités humaines dans la dégradation de l'environnement fait peu l'objet de doute au sein de la population

Malgré le recul de l'environnement dans l'ordre des préoccupations, les Français s'accordent sur le constat de la crise environnementale. La réalité de la dégradation de l'environnement et de ses causes, que ce soit en termes de réchauffement climatique ou de perte de biodiversité, semble faire consensus en France. Si 9 Français sur 10 considèrent que les catastrophes naturelles ont toujours existé, moins de la moitié pensent que personne ne peut en expliquer la multiplication. Le « climatoscepticisme » niant le facteur humain dans la multiplication des catastrophes naturelles est largement minoritaire en France, et ce quelles que soient les groupes sociaux. La responsabilité du facteur humain dans les catastrophes naturelles rassemblait déjà un très large suffrage en 2004. En 2024, la grande majorité des Français identifient comme facteurs aggravants des catastrophes naturelles : l'extension urbaine (88 %), l'augmentation de l'effet de serre (78 %) ou le recours à l'agriculture intensive (76 %).

*Graphique 7 – Sur le long terme, les Français sont conscients du facteur humain dans les catastrophes humaines*

*Nous allons parler des catastrophes naturelles, comme les inondations, les tempêtes ou la canicule... Pour chacune des affirmations suivantes, dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord ?*



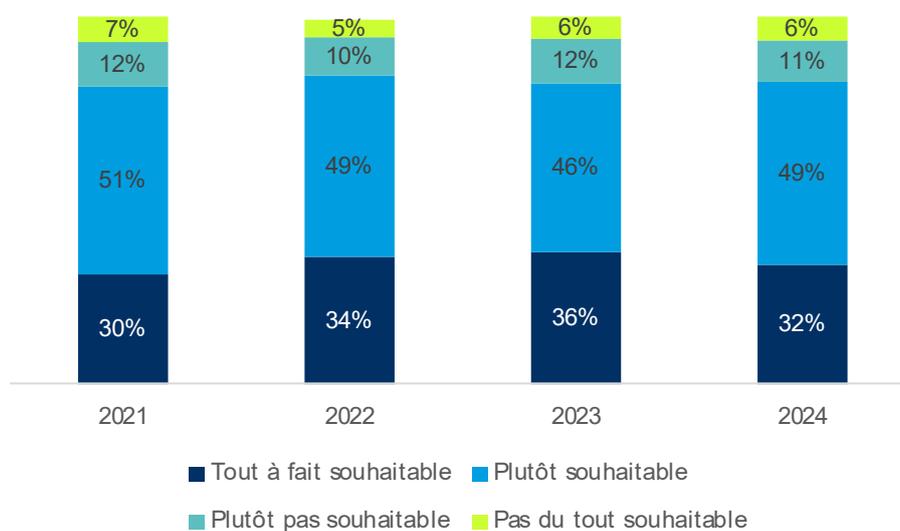
*Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français. Question CREDOC.*

## 2. Les Français s'accordent sur le besoin de renforcer l'action publique pour l'environnement

Devant le constat de la crise environnementale, les Français s'accordent sur le besoin d'un effort massif en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique. 82 % d'entre eux sont favorables à la mobilisation de ressources comparables à celles employées pour limiter les conséquences de la pandémie de Covid-19, une proportion qui a peu changé depuis 2021. Ce large soutien s'observe pour toutes les catégories socio-professionnelles et est particulièrement fort pour les cadres, les professions intellectuelles et professions intermédiaires.

Graphique 8 – Le soutien à une mobilisation de ressources massives pour le climat fait l'objet d'un large consensus

« Les pays du monde entier mobilisent ou ont mobilisé des ressources considérables afin de lutter contre la crise sanitaire liée à l'épidémie de Coronavirus. Pensez-vous qu'une mobilisation de même ampleur soit souhaitable pour lutter dès maintenant contre le réchauffement climatique ? »\*



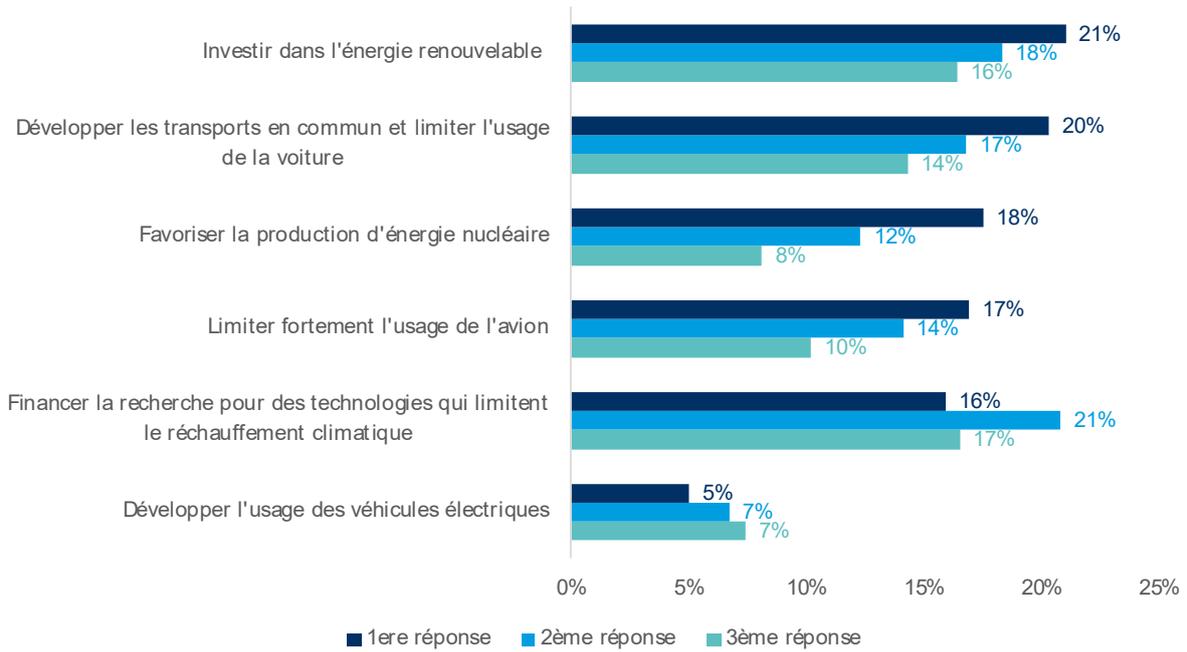
Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français. Question proposée par l'ADEME.

\* Le libellé de la question a été modifié en 2023 avec l'ajout de la mention « ou ont mobilisé ».

Parmi les actions que les pouvoirs publics devraient mettre prioritairement en œuvre pour protéger l'environnement, la production d'énergie peu émettrice arrive en tête des solutions privilégiées : l'investissement dans les énergies renouvelables est mentionné en première place par 21 % des personnes et le nucléaire par 18 %. Beaucoup soulignent également le rôle des pouvoirs publics dans la baisse des émissions des transports : 20 % des personnes considèrent que développer les transports en commun et limiter l'usage de la voiture doivent être en tête des priorités pour les pouvoirs publics. En revanche, le soutien aux véhicules électriques est peu répandu, puisqu'il est cité en premier par seulement 5 % des personnes. L'âge et la situation sociale ont une influence sur les priorités assignées aux pouvoirs publics : les plus jeunes sont davantage en faveur du développement des transports en commun, les bas revenus et classes moyennes inférieures mentionnent davantage une limitation de l'usage de l'avion, et les plus âgés et les personnes avec les plus hauts revenus favorisent la production d'énergie nucléaire.

Par ailleurs, le soutien au développement du nucléaire fléchit de 10 points en 2024 après une forte hausse en 2022-2023, notamment liée à la guerre en Ukraine et la crise énergétique européenne. Cette baisse traduit moins une défiance accrue vis-à-vis du nucléaire qu'une plus forte tendance à se déclarer sans avis en 2024 qu'en 2023. En effet, désormais 49 % de la population considère que le choix de l'énergie nucléaire comporte plutôt des avantages, 18 % plutôt des inconvénients et 32 % sont sans avis ; en 2023, ces nombres s'élevaient respectivement à 60 %, 17 % et 23 %.

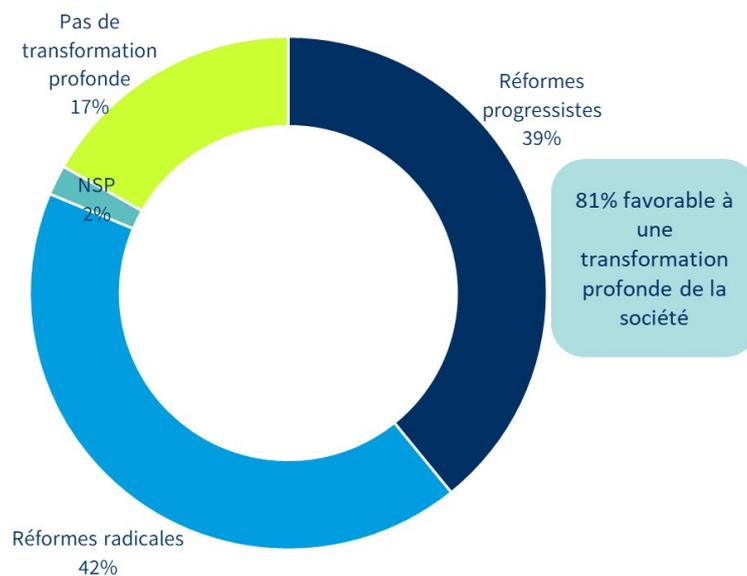
Graphique 9- Une diversité d'actions jugées prioritaires pour l'environnement  
« Selon vous, quelles devraient être les priorités des pouvoirs publics pour la protection de l'environnement ? (3 réponses maximum) »



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français, décembre 2023-janvier 2024. Question proposée par TRANSDEV.

La volonté d'action pour l'environnement s'inscrit dans le contexte d'une attente forte et partagée de réforme sociétale : 82 % de la population considère que la société française a besoin de se transformer profondément. Elle reste toutefois divisée sur la manière de mettre en œuvre ces réformes, soit par des réformes progressives (39 %), soit par des réformes radicales (42 %).

Graphique 10- Un fort soutien pour une transformation profonde de la société  
« Estimez-vous que la société française a besoin de se transformer profondément ? » (oui/non)  
« Pour que la société change comme vous le souhaitez, êtes-vous pour des réformes progressives ou des changements radicaux ? »

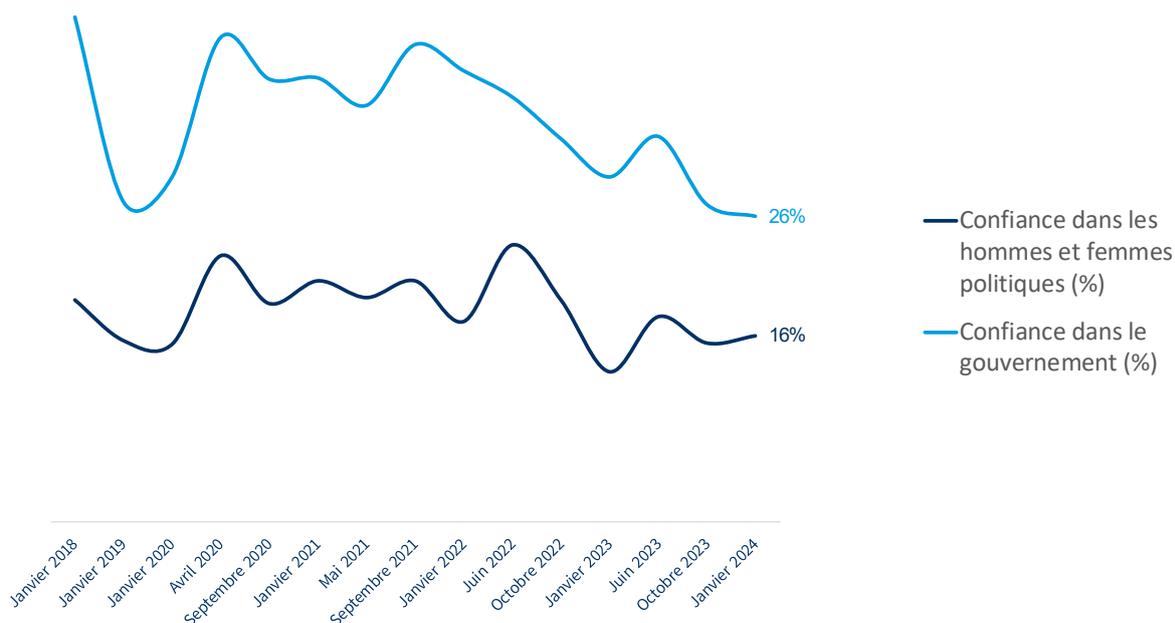


Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français, décembre 2023-janvier 2024. Question CREDOC.

## Une défiance accrue vis-à-vis du personnel politique

Si le désir de réforme est élevé, le début de l'année 2024 est également marqué par une confiance en berne vis-à-vis des politiques et du gouvernement. Depuis trois ans, la part des personnes ayant confiance dans le gouvernement diminue nettement et arrive à seulement 26 % en 2024 (contre 37 % en janvier 2021 et le pic de 40 % en septembre 2021, à la fin de la crise du Covid-19). De même, la confiance dans les hommes et femmes politiques est particulièrement basse (16 %). Ces deux indicateurs sont désormais en-deçà des niveaux observés en 2019, au plus fort de la crise des « gilets jaunes » (27 %).

*Graphique 11 – Une confiance en berne vis-à-vis des politiques et du gouvernement  
Part des Français ayant confiance dans le personnel politique et le gouvernement*



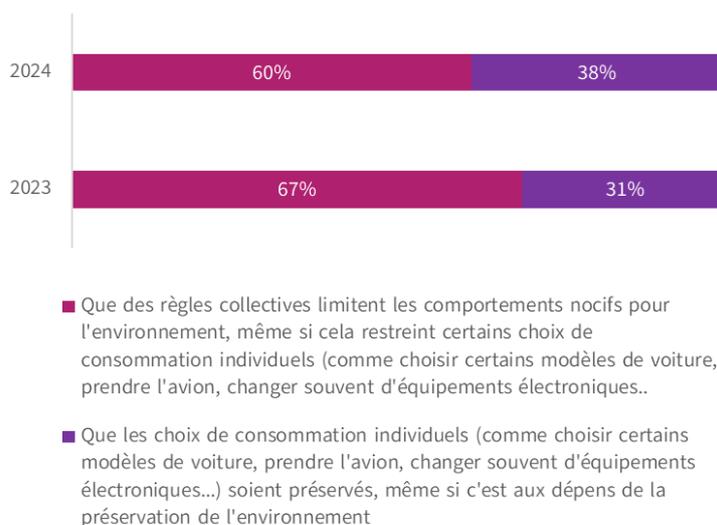
*Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français. Question CREDOC.*

## Une demande de règles collectives encadrant les choix individuels de consommation

De manière générale et en principe, les Français sont favorables à des mesures qui pourraient affecter les consommations. Afin de préserver l'environnement, une forte majorité des personnes interrogées (60 %) serait prête à accepter que des règles collectives limitent les comportements nocifs pour l'environnement, même si cela restreint certains choix individuels de consommation. Toutefois, la proportion de personnes acceptant ce sacrifice est passé de 67 % à 60 % en un an. Elle est particulièrement forte chez les retraités (66 %), mais plus faible chez les ouvriers (50 %) et les indépendants (45 %) <sup>5</sup>.

<sup>5</sup> L'édition 2024 du baromètre confirme que l'emploi de l'expression « libertés individuelles », plutôt que « consommations individuelles » affecte substantiellement les réponses. Comme en 2023, l'assentiment est nettement inférieur lorsque les individus doivent se prononcer sur la limitation des « libertés individuelles » (46 %, contre 60 % pour les « choix de consommations individuelles »).

Graphique 12 – Malgré une légère baisse, les règles collectives priment sur les choix de consommation individuels  
« Selon vous, la priorité, c'est... »



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français. Question proposée par l'ADEME.

### 3. Face à un fort désir de justice fiscale, l'adhésion à la fiscalité environnementale n'est majoritaire que sous certaines conditions

La réticence des Français face à l'impôt se réduit en 2024 avec la baisse de l'inflation, mais reste élevée. Elle est à mettre en relation avec un sentiment largement partagé dans la population de perdre au système socio-fiscal et celui, croissant, d'être délaissé par les autorités publiques. La demande de justice fiscale est donc forte, et l'adhésion à la fiscalité environnementale passe par une redistribution de ses recettes.

#### Le sentiment d'être perdant du système de redistribution

Parmi les Français, le sentiment d'être perdant au système socio-fiscal (76 % des personnes interrogées) prédomine, et est partagé aussi bien par les bas revenus que les hauts revenus. Or, d'après l'Insee, la redistribution élargie, incluant l'ensemble des transferts monétaires et les services publics, améliore le niveau de vie de 57 % des personnes, dont 85% des plus modestes et réduit également les inégalités entre les habitants de l'agglomération de Paris aux revenus primaires plus élevés et ceux des autres territoires<sup>6</sup>

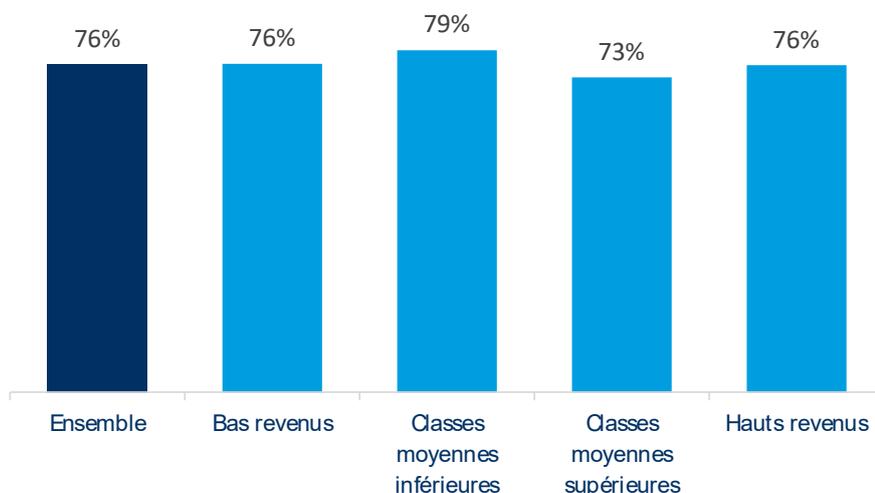
<sup>7</sup> Le sentiment d'être perdant de la redistribution est légèrement plus élevé dans les communes rurales ou les petites villes (78 % et 80 %) que dans l'agglomération parisienne (72 %). Ce taux subsiste à des niveaux très élevés depuis 2014, soit la première fois que la question a été posée. Il a connu un pic en 2023 (78 %), lié sans doute au contexte inflationniste.

On assiste en parallèle à une augmentation du sentiment de déconnexion des pouvoirs publics par rapport aux préoccupations des Français. Ainsi, 58 % des personnes ont le sentiment d'être confrontées personnellement à des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment et 42 % d'habiter dans des territoires délaissés par les pouvoirs publics. Ces deux indicateurs, en croissance depuis un an, sont désormais à des niveaux similaires à ceux observés en début 2018.

<sup>6</sup> Insee Analyses, N°88, paru le 19/09/2023

<sup>7</sup> Les niveaux de revenus sont définis à partir du revenu disponible par personne, soit le revenu après allocations et prélèvements. Les groupes sont définis dans la note 2 de ce document.

Graphique 13- Un large sentiment de perdre au système socio-fiscal  
« Avez-vous l'impression qu'entre ce que vous versez aux administrations publiques (impôts, taxes, cotisations, etc.) et ce dont vous bénéficiez en retour (allocations, école, santé, chômage, retraite, etc.), vous êtes plutôt gagnant ou plutôt perdant ? » - % de « perdants »

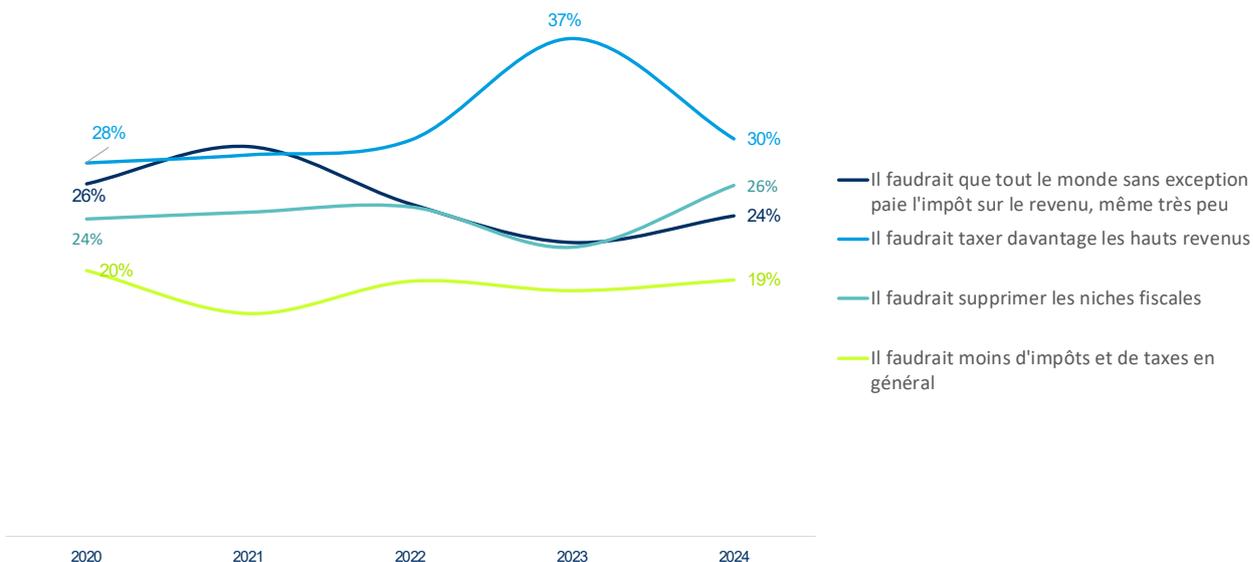


Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français, décembre 2023-janvier 2024. Question proposée par l'ADEME.

## Une volonté forte de justice fiscale

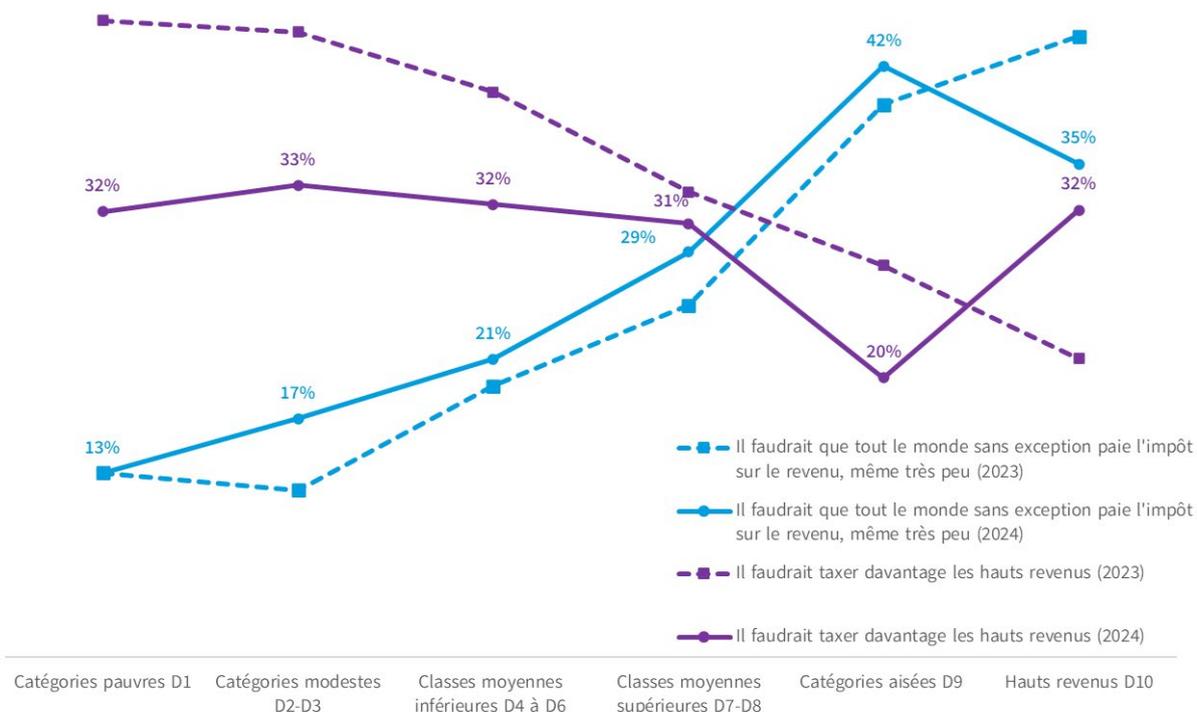
Dans l'absolu, les Français en faveur d'une diminution des impôts et des taxes sont minoritaires et ne représentent qu'environ 20 % de la population depuis 2020. Lorsqu'il s'agit d'esquisser les contours d'une fiscalité plus juste, les Français se montrent **en grande partie en faveur d'une plus grande taxation des hauts revenus, quoiqu'à un niveau plus faible qu'en 2023**. En janvier 2024, 30 % y sont favorables (-7 points par rapport à 2023, mais au même niveau que 2022), tandis que 26 % déclarent souhaiter la suppression des niches fiscales (+3 points). Le niveau de revenu est particulièrement discriminant dans les préférences fiscales des Français et en cohérence avec leurs propres intérêts financiers pour la plupart. Ainsi, en exceptant les 10 % des ménages les plus riches, les personnes avec les plus hauts revenus sont moins favorables à la taxation des hauts revenus et la suppression des niches fiscales ; ils sont en revanche plus favorables (à 43 %) à ce que tout le monde paie l'impôt sur le revenu, mesures qui toucheraient les ménages les plus modestes, non imposables. Il est à noter que les 10 % des ménages les plus aisés sont plus favorables à une taxation des plus riches que les personnes dans le décile directement en dessous.

Graphique 14- La taxation des hauts revenus est favorisée  
« Que faudrait-il faire selon vous pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ? »



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français, décembre 2023-janvier 2024. Question proposée par l'ADEME

Graphique 15- La vision optimale de la fiscalité est largement liée au niveau de revenu  
« Que faudrait-il faire selon vous pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ? »

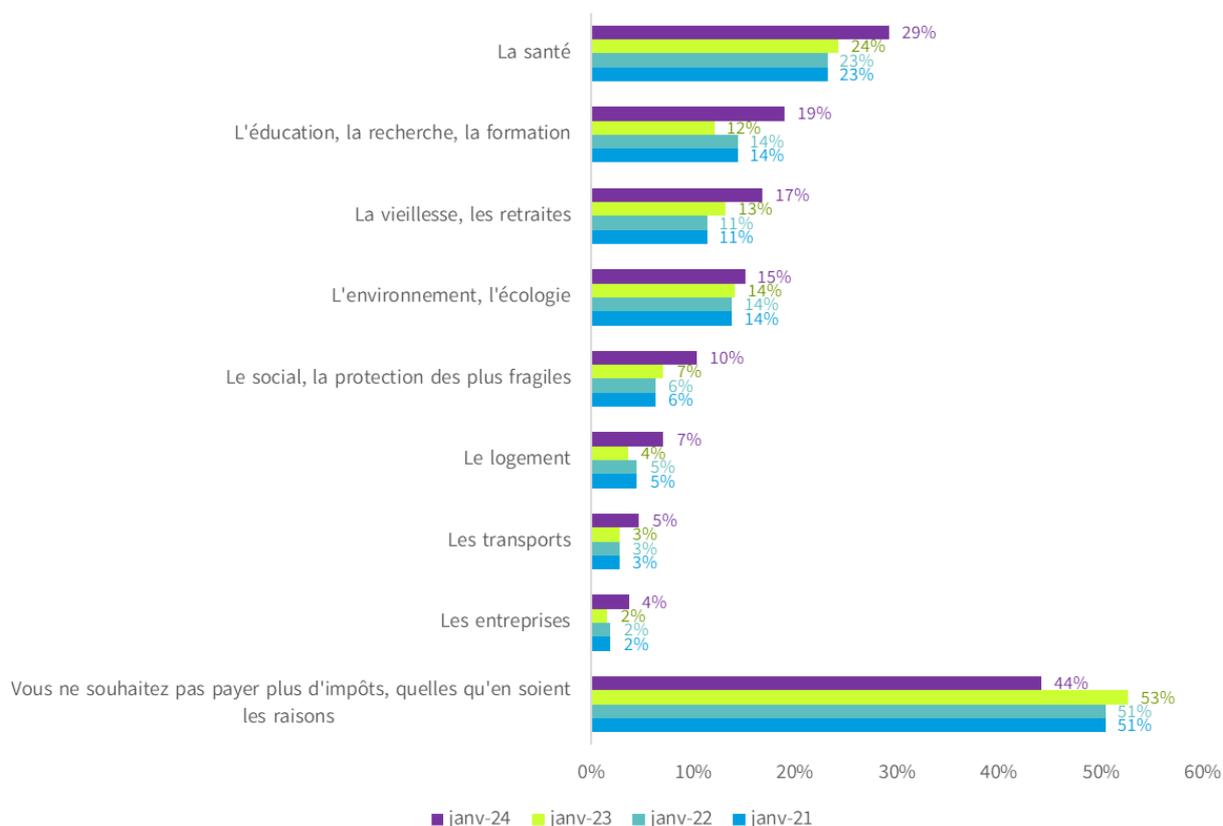


Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français, décembre 2023-janvier 2024. Question proposée par l'ADEME.

Si seulement 1 personne sur 5 considère qu'il faut baisser les impôts en général, la proportion refusant de payer davantage est bien plus forte : 44 % refusent de payer davantage d'impôt, quelles qu'en soient les raisons. Mais pour la première fois depuis le début de ce baromètre, cette proportion est en baisse (-9pts depuis 2023, même niveau qu'en 2020).

Parmi ceux qui ne sont pas hostiles à une augmentation des impôts, **l'environnement n'apparaît pas un sujet qui mobilise particulièrement l'acceptation de l'impôt**. Les politiques publiques prioritaires à financer seraient la santé (29 %), l'éducation/la recherche (19 %) ou la vieillesse/les retraites (17 %). L'environnement (15%) se situe dans un ordre de priorité médian (proportion relativement stable depuis 2021), devant les politiques sociales (10%), le logement (7%), le transport (5%). Le soutien aux entreprises restant, comme lors de toutes les enquêtes précédentes, l'action la moins prioritaire justifiant une augmentation d'impôt (4% des réponses). Le soutien à la cause environnementale est le plus fort chez les plus jeunes (20 % chez les moins de 25 ans, comparé à 10% des plus de 60 ans)

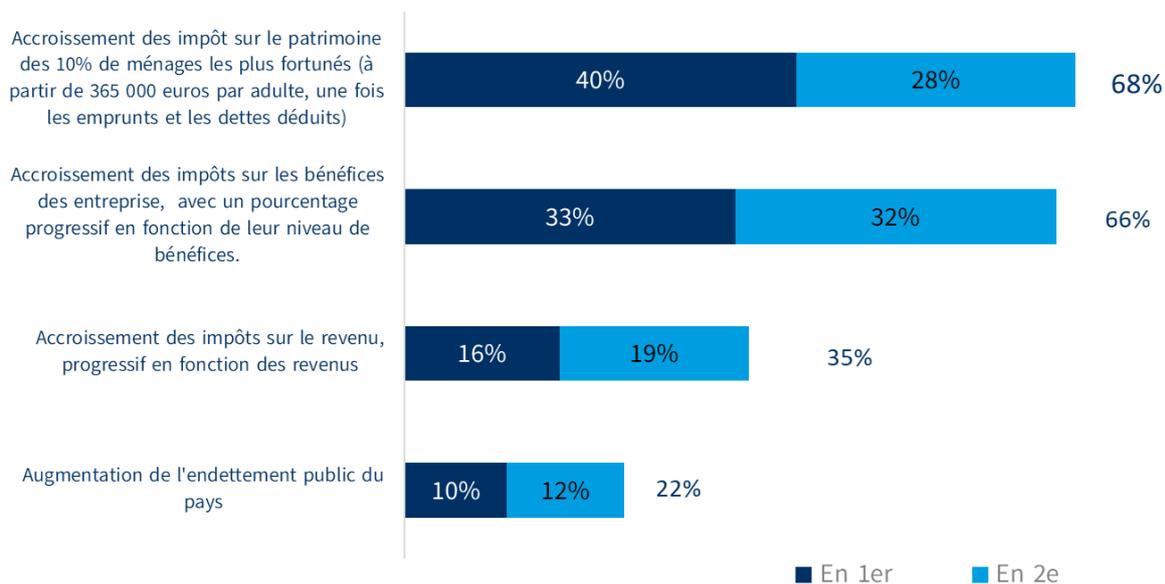
*Graphique 16- L'aversion à l'augmentation des impôts est large, mais non majoritaire en 2024  
« Pour quelles politiques publiques ou domaines d'action publique seriez-vous prêt à payer plus d'impôts ? (2 réponses) »*



*Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français, décembre 2023-janvier 2024. Question proposée par l'ADEME.*

La vision idéale du financement de la transition climatique reflète cette aspiration à une évolution vers une fiscalité faisant peser l'effort sur les plus riches et les entreprises. La majorité des personnes interrogées privilégient un accroissement des impôts sur le patrimoine des 10% de ménages les plus fortunés (à partir de 365 000 euros par adulte, une fois les emprunts et les dettes déduits) (68 % d'entre elles) et la mise en place d'un impôt progressif sur les sociétés (66%). En comparaison, une augmentation progressive de l'impôt sur le revenu n'est choisie que par 35 % des répondants et le recours à l'accroissement de la dette par seulement 22 % d'entre eux. Le soutien à un impôt sur le patrimoine est partagé par l'ensemble des groupes de niveau de vie, y compris les personnes avec les plus hauts revenus (69 % d'entre elles soutiennent une fiscalité des plus fortunés pour financer la transition).

*Graphique 17- L'impôt sur les hauts patrimoines et les entreprises privilégié pour le financement de la transition « Pour atteindre les objectifs climatiques fixés pour 2030 et viser la neutralité carbone en 2050 (l'équilibre entre les émissions de gaz à effet de serre et leur élimination ou absorption par l'atmosphère), des investissements très importants seront nécessaires dans les prochaines décennies. Différentes modalités peuvent être envisagées pour financer cette transition climatique. D'après-vous, quelle solution faut-il privilégier ? »*

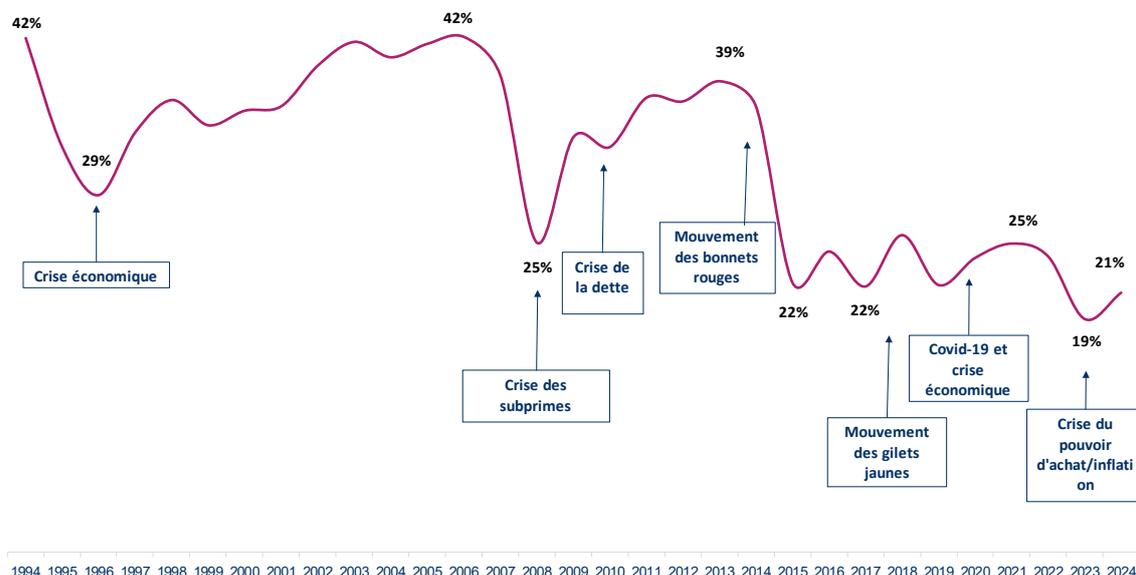


*Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français, décembre 2023-janvier 2024. Question proposée par l'ADEME.*

## L'adhésion à la fiscalité environnementale est d'abord conditionnée à l'usage de ses recettes

Dans ce contexte, la fiscalité environnementale et la fiscalité carbone rencontrent *a priori* peu d'adhésion. En janvier 2024, seulement 21 % des Français accepteraient de payer personnellement plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement. S'il s'agit d'un léger rebond après le niveau historiquement bas de 2023 (19 %), le niveau d'acceptation reste globalement stable depuis 2015, largement en deçà des niveaux enregistrés dans les années 1990 et 2000 (42 % en 1994 et 41 % en 2004). Ce résultat contraste avec la stabilité de la conscience des enjeux climatiques.

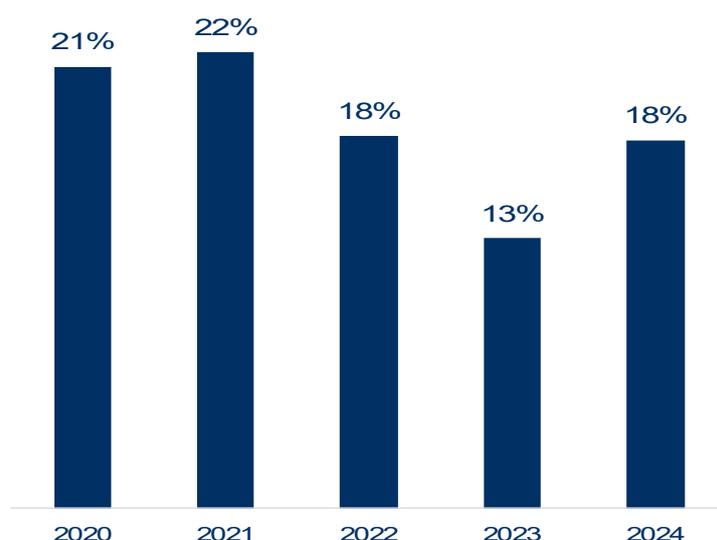
*Graphique 18- L'acceptation d'une fiscalité environnementale reste basse.  
« Pour lutter contre la dégradation de l'environnement, seriez-vous prêt(e), vous personnellement, à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement ? » - % de « Oui ».*



*Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français. Question CREDOC.*

De la même façon, l'augmentation des taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique, que l'on peut interpréter comme une taxe carbone, rassemble de très faibles suffrages, soit 18 % des Français en 2024. Si cela constitue un retour au niveau de 2022 après la forte baisse (à 13 %) en 2023, ce niveau est bien plus bas que durant l'année 2020. Les personnes les plus diplômées et avec les plus hauts revenus sont les plus prêtes à payer un tel impôt (pour un quart d'entre elles). Ces groupes sociaux sont également plus enclins à s'acquitter de taxes supplémentaires dédiées à l'environnement. A l'inverse, les plus âgés et les personnes vivant dans des petites agglomérations sont les moins prêts à payer une telle taxe.

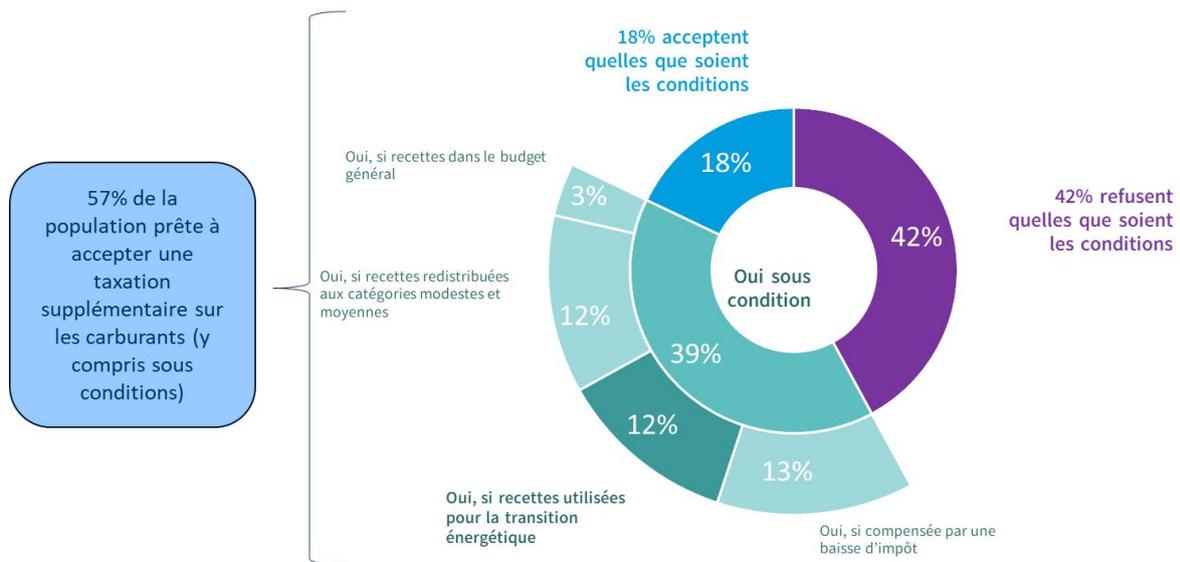
*Graphique 19 - L'acceptation d'une augmentation des taxes sur les carburants reste faible, malgré un léger rebond.  
« Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous prêt, personnellement, à payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique ? » - % de « Oui »*



*Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français. Question proposée par l'ADEME.*

Pour autant, une grande partie des réticents seraient prêts à changer d'avis (48 % d'entre eux et 39 % de la population totale) selon l'usage qui serait fait des recettes d'une telle taxe. Au total, entre les personnes déjà convaincues (18%) et les personnes prêtes à le faire sous conditions (39 % de la population totale), 57 % de la population Française serait prête à accepter une hausse de la fiscalité sur les carburants (stable depuis janvier 2022 mais toujours inférieur à 2021), tandis que 42 % s'y opposent quelles que soient les conditions.

*Graphique 20 – Une majorité de la population pourrait accepter une taxe carbone sous condition  
Réponses aux questions : « Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous prêt, personnellement, à payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique ? » et « Seriez prêt à modifier votre position si... »  
Champ : population totale*

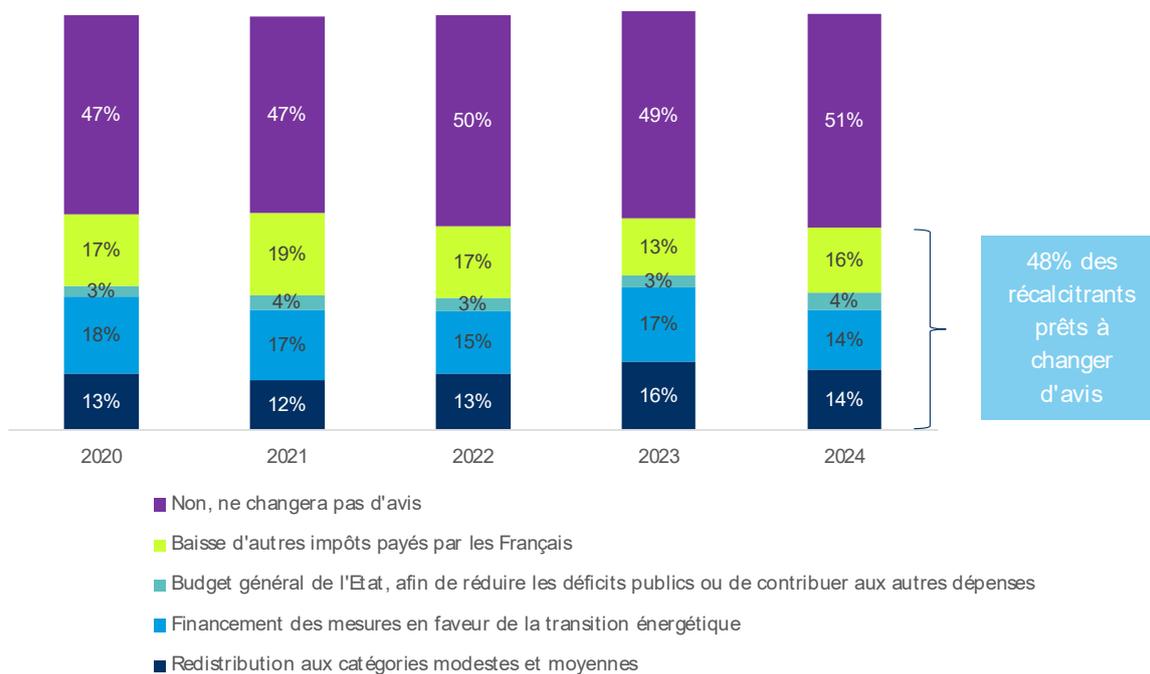


*Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français. Question proposée par l'ADEME*

Les Français sont partagés quant à l'usage qui pourrait être fait de ces recettes. Les 39 % de réticents prêts à changer d'avis, se répartissent de la manière suivante : 13 % pourraient être convaincus si la taxe finançait une baisse générale d'impôts, 12 % si elle finançait une plus forte redistribution vers les catégories modestes et moyennes, 12 % si elle finançait exclusivement la transition énergétique, et 3 % pour financer le budget général. Flécher la taxe carbone vers des dépenses environnementales est une option largement soutenue par ceux qui accepteraient sans condition une taxe carbone (60 %), soit les personnes déjà convaincues.

Graphique 21 – Près de la moitié des récalcitrants à une taxe carbone pourrait changer d'avis  
 Seriez prêt à modifier votre position si... (en %)

Champ : Personnes se déclarant défavorables à l'introduction d'une taxe carbone



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français. Question proposée par l'ADEME.

## Encadré : acceptabilité de la fiscalité environnementale – une typologie de la population française

Une typologie réalisée sur l'enquête « Conditions de vie des Français » permet de constituer des groupes d'individus ayant des attitudes similaires vis-à-vis de l'environnement. 5 profils différents selon les attitudes vis-à-vis de l'environnement sont mis en évidence :

Les « **socio-anxieux** », soit les personnes qui mettent la question environnementale derrière la question sociale, composent la courte majorité de la population (52 %). C'est aussi le groupe dont les membres sont les plus similaires en termes idéologiques. Ils sont plutôt méfiants vis-à-vis du gouvernement, mais refusent les actions violentes. Ils sont particulièrement inquiets des conséquences sociales de la transition environnementale. Ils sont plutôt opposés à la fiscalité environnementale. Ce groupe est plus âgé en moyenne que le reste de la population.

Les « **hostiles aux questions environnementales** » (13% de la population) sont les plus opposés à la fiscalité environnementale. Ils sont plus optimistes que les précédents sur les conséquences économiques de la transition mais considèrent largement que le problème climatique est exagéré.

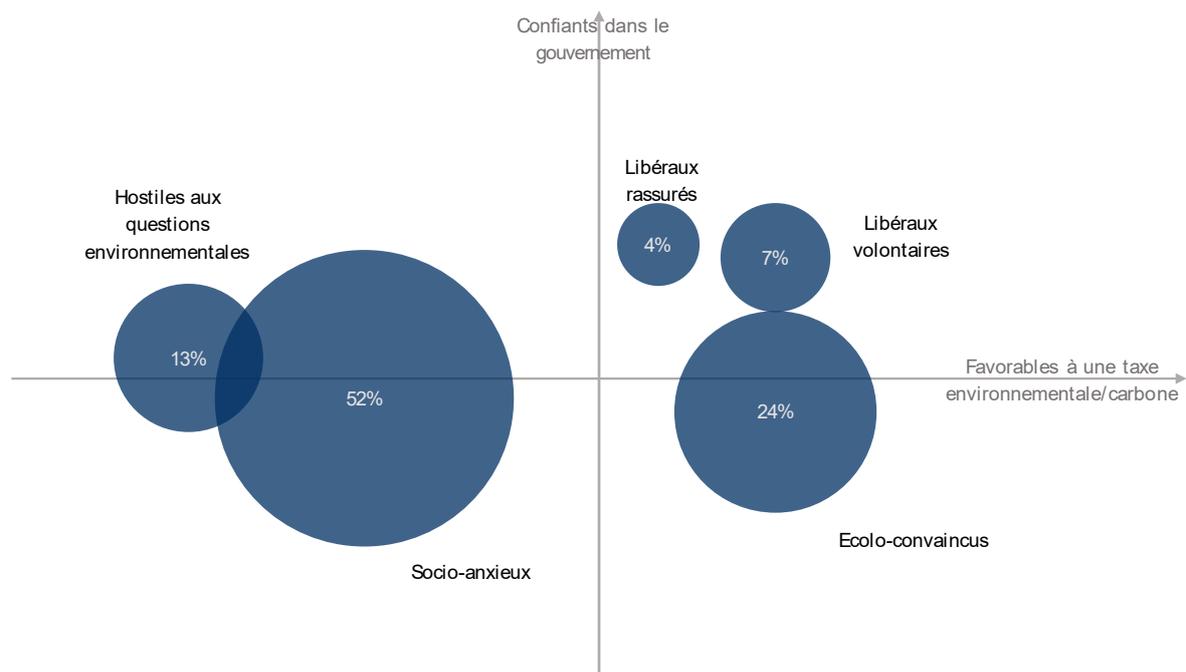
Les « **libéraux rassurés** » (4 % de la population) et les « **libéraux volontaires** » (7 % de la population) sont les groupes les plus petits mais aussi les plus différents idéologiquement entre eux. Ils rassemblent les personnes ayant confiance dans le gouvernement, la technologie et se considérant largement gagnant du système socio-fiscal. Ils sont plutôt dans les classes moyennes supérieures.

Les « **libéraux rassurés** » pensent que la question climatique est plutôt exagérée ; ils sont dès lors moins prêts à accepter la fiscalité environnementale.

Les « **libéraux volontaires** » sont davantage préoccupés par la question environnementale et sont prêts à certains sacrifices, comme la hausse du chômage.

Les « **écolo-convaincus** » (24 % de la population) sont les plus prêts à accepter des contraintes pour l'environnement, dont une taxe environnementale. Ils ont peu confiance dans le gouvernement mais sont préoccupés par l'environnement et pensent que la question climatique n'est pas exagérée par les pouvoirs publics. De plus, ils ne considèrent pas qu'il faille ralentir l'action climatique pour éviter de mettre en difficulté les plus pauvres. Ce groupe rassemble davantage de jeunes que les autres, mais aussi plus de hauts revenus et de personnes vivant en région parisienne.

Graphique 22- Représentation des classes de la typologie



Source : calculs CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français, décembre 2023-janvier 2024

## À propos du CREDOC et de l'enquête « Conditions de vie et aspirations »

Cette note a été élaborée à partir de l'enquête « Conditions de vie et aspirations », dispositif existant depuis 1978. La vague d'enquête de janvier 2024 a été réalisée du 20 décembre 2023 au 15 janvier 2024 en ligne, auprès d'un échantillon de 3 000 individus représentatifs de la population âgée de 15 ans et plus, résidente en France métropolitaine, en Corse et dans les DOM. L'échantillon est structuré de la façon suivante : grande région (12 modalités), sexe, âge (5 modalités), profession - catégorie sociale (8 modalités), taille d'agglomération (9 modalités), type de logement (individuel ou collectif). La représentativité est assurée par la méthode des quotas, ceux-ci étant déterminés à partir des données du recensement de la population le plus récent et de l'enquête Emploi de l'INSEE.

Le CRÉDOC, Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie, est un organisme d'études et de recherche au service des acteurs de la vie économique et sociale. Depuis sa création, il y a 70 ans, le CRÉDOC analyse et anticipe le comportement des individus dans leurs multiples dimensions : consommateurs, agents de l'entreprise, acteurs de la vie sociale. Il a mis en place depuis 1978 un dispositif permanent d'enquêtes sur les modes de vie, opinions et aspirations des Français et s'est spécialisé dans la construction de systèmes d'information, dans les enquêtes quantitatives ad hoc, dans les enquêtes qualitatives par entretien ou réunions de groupe et dans l'analyse lexicale.

Le CRÉDOC développe des outils méthodologiques qui intègrent les acquis les plus récents de la recherche et qui garantissent la qualité de ses travaux d'études. Cela lui permet de produire des analyses synthétiques sur la société française qui sont rendues publiques et qui participent au débat national.

### L'ADEME EN BREF

À l'ADEME - l'Agence de la transition écologique - nous sommes résolument engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources.

Sur tous les fronts, nous mobilisons les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, leur donnons les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse.

Dans tous les domaines - énergie, air, économie circulaire, alimentation, déchets, sols, etc., nous conseillons, facilitons et aidons au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions.

À tous les niveaux, nous mettons nos capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

#### LES COLLECTIONS DE L'ADEME



##### FAITS ET CHIFFRES

L'ADEME référent : Elle fournit des analyses objectives à partir d'indicateurs chiffrés régulièrement mis à jour.



##### CLÉS POUR AGIR

L'ADEME facilitateur : Elle élabore des guides pratiques pour aider les acteurs à mettre en œuvre leurs projets de façon méthodique et/ou en conformité avec la réglementation.



##### ILS L'ONT FAIT

L'ADEME catalyseur : Les acteurs témoignent de leurs expériences et partagent leur savoir-faire.



##### EXPERTISES

L'ADEME expert : Elle rend compte des résultats de recherches, études et réalisations collectives menées sous son regard.



##### HORIZONS

L'ADEME tournée vers l'avenir : Elle propose une vision prospective et réaliste des enjeux de la transition énergétique et écologique, pour un futur désirable à construire ensemble.

## **Sensibilité à l'environnement, action publique et fiscalité environnementale : l'opinion des Français en 2024**

Cette note de synthèse présente les principaux résultats des questions insérées par l'ADEME dans le dispositif d'enquête « Conditions de vie et aspirations » du CREDOC concernant la vague d'enquête de janvier 2024, résultats nourris par d'autres enseignements de l'enquête.

Dans un contexte de crise du pouvoir d'achat, les préoccupations environnementales se font dépasser par d'autres préoccupations, malgré une conscience très partagée des enjeux.

La population souhaite largement que les pouvoirs publics agissent en investissant massivement dans les moyens permettant de faire face au défi climatique. Pour autant, le consentement à s'acquitter de nouvelles taxes pour contribuer à la protection de l'environnement est en recul. Un usage approprié des recettes, orienté principalement vers une redistribution monétaire, pourrait convaincre une majorité de Français.

